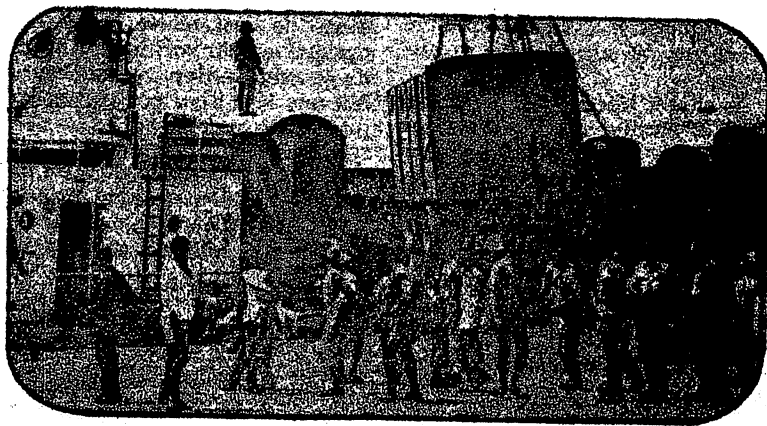


# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 107 - 3 mai 1982    PRIX : 2F



## HAUTE-VOLTA :

résistance des travailleurs  
contre la dictature militaire \_\_\_\_\_

SENEGAL : CNTS, un syndicat-maison

TCHAD : menace d'une nouvelle flambée de la guerre civile

REVOLUTION PAR ETAPES : au service de quelle classe ?

LE STALINISME un modèle pour l'Afrique ?

ETC...ETC...

*dans ce numéro* \_\_\_\_\_

## sommaire

EDITORIAL : Haute-Volta

Page 4

SENEGAL : CNTS : un syndicat-maison

Page 5

TCHAD : menace d'une nouvelle flambée de la guerre civile

Page 6

SINAI EVACUE : le problème palestinien demeure

Page 8

REVOLUTION PAR ETAPES au service de quelle classe?

Page 10

LE STALINISME : un modèle pour l'Afrique?

## abonnements

France : 1 an

pli ouvert : 24 F

pli fermé : 48 F

Autres pays :

écrire au journal

Adresse :

Combat Ouvrier

"pour le PAT"

BP 145

75 023 Paris Cedex

Prière de régler les abonnements en timbres postaux.

\* \* \*

## éditorial

HAUTE-VOLTA : RESISTANCE DES TRAVAILLEURS  
CONTRE LA DICTATURE MILITAIRE

Boniface Soumah, secrétaire général de l'USTV (Union Syndicale des Travailleurs Voltaïques) a été licencié de son travail le 13 avril. Le régime militaire l'accuse de "faute lourde": il aurait dénigré la directrice de la caisse de sécurité sociale où il travaillait et aurait participé à la "divulgaration d'informations d'ordre confidentiel".

Le même jour, une autre centrale syndicale, dissoute celle-là par les militaires, a lancé un mot d'ordre de grève de 72 heures. Il s'agit de la CSV (Confédération Syndicale Voltaïque) qui entendait ainsi protester contre un certain nombre de mesures prises par les militaires, depuis le coup d'Etat du 20 novembre 80. Parmi ces mesures on peut citer :

- la dissolution de la CSV et les poursuites engagées contre son secrétaire général Soumane Traoré (actuellement recherché).
- la suppression du droit de grève (ce droit a été de nouveau reconnu mais reste fortement limité).
- la possibilité de sanctions contre les travailleurs qui suivraient des mots d'ordre de grève, sanctions pouvant aller jusqu'à 6 mois de mise à pied.

Ces faits témoignent de la répression que mènent les militaires au pouvoir pour mettre au pas les syndicats voltaïques. En effet l'originalité en Haute Volta, c'est qu'il existe différents appareils syndicaux, largement intégrés au système certes, mais gardant quand même une certaine indépendance. Ainsi le pays comptait quatre grandes centrales syndicales : la CNTV (Confédération Nationale des Travailleurs Voltaïques), l'USTV (Union Syndicale des Travailleurs Voltaïques), l'OVSL (Organisation Voltaïque des Syndicats Libres) et la CSV. De loin la plus combative, cette dernière centrale regroupait 22 syndicats.

En 1965, c'est à la suite de la contestation syndicale que l'armée prit le pouvoir contre Maurice Yaméogo. De la même manière, le coup d'Etat militaire de novembre 80 est intervenu à la suite de mouvements organisés par les syndicats. C'est dire l'importance du rôle des appareils syndicaux dans la vie politique voltaïque.

Alors, ce qu'on a pu appeler "libertés" ou "démocratie" en Haute Volta, c'était tout simplement le fait que les affaires politiques se disputaient entre les représentants d'un nombre réduit d'appareils, parmi lesquels on retrouvait également les dirigeants des appareils syndicaux. En témoigne, le rôle de ces derniers dans la précipitation des coups d'Etat.

Seulement, cette situation avait des inconvénients non seulement pour le régime, mais aussi pour l'impérialisme qui domine tout le système. En effet les affrontements, les conflits occasionnels entre les différents appareils se déroulaient sur la place publique. De cette situation venait l'instabilité du climat politique. L'autre inconvénient majeur est le fait que certains de ces dirigeants d'appareil prétendaient parler au nom des travailleurs et s'appuyaient sur eux ne fut-ce que pour faire valoir

... / ...

leurs intérêts d'appareil. De ce fait, les luttes ouvrières, même canalisées, voire provoquées dans certains cas par les dirigeants syndicaux pouvaient peser sur la vie politique.

C'est toute cette situation que les militaires ne voulaient pas connaître. D'ailleurs malgré la neutralité bienveillante des centrales syndicales aux lendemains du coup d'Etat, les militaires n'ont pas hésité à interdire les quelques droits syndicaux qui existaient, preuve que même des droits syndicaux aussi mutilés que ceux qui existaient en Haute Volta étaient quand même intolérables pour ces gens. Seulement ils n'ont pas la tâche facile dans leur volonté de briser les syndicats. En témoignent les nombreuses grèves et débrayages qui ont eu lieu malgré la répression et les intimidations.

Si ces militaires au pouvoir ont tant de mal à venir à bout des syndicats, ce n'est pas à cause de l'intelligence politique ou même de la capacité de dirigeants tels Boniface Soumah ou Soumane Traoré ; cela tient surtout à la force de la base sociale sur laquelle ces dirigeants s'appuient, à savoir la résistance des travailleurs. Il faut croire que les militaires, malgré leurs armes, ont du mal à venir à bout de cette résistance-là. Et il faut croire aussi que les travailleurs n'acceptent pas si facilement qu'on leur enlève même les quelques possibilités syndicales qu'ils ont.

Mais le drame des travailleurs voltaïques, c'est que les hommes qui dirigent leur combat, surtout les leaders syndicalistes, n'ont pour objectif politique que le retour à la situation antérieure ; c'est à dire le retour à une dictature militaire souple, laissant une certaine place aux appareils syndicaux ou même les intégrant à une forme de concertation avec le pouvoir.

Ces objectifs politiques des dirigeants syndicaux semblent d'ailleurs être partagés par certains militaires au pouvoir. Car à côté de ses inconvénients, même nombreux, la situation antérieure permettait de domestiquer la classe ouvrière en en faisant simplement une force d'appoint pour le compte de certains participants aux luttes politiques au sommet, en l'occurrence les dirigeants syndicaux.

Manifestement l'existence de quelques libertés dépend de la combativité des travailleurs.

Mais se battre pour se battre, il vaudrait évidemment mieux que la classe ouvrière voltaïque se batte pour une perspective autre qu'une dictature, même aménagée. Il vaudrait mieux qu'elle se batte pour sa propre cause, pour renforcer sa position au sein de la société et préparer les luttes à venir pour la prise du pouvoir politique.

# SENEGAL

## CNTS UN SYNDICAT MAISON

Le CNTS (Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal) a tenu  
La CNTS (Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal)  
a tenu son 3<sup>ème</sup> congrès ordinaire sous le signe du "Renouveau Syndical".  
Le nouveau secrétaire général Madia Diop a insisté sur la prétendue  
"nouvelle orientation" de la CNTS. Le ton a aussi été mis sur la poli-  
tique "anti-impérialiste et anti-néocolonialiste" de cette centrale.  
Et puis il a été décidé que désormais le secrétaire général n'exercera  
plus une fonction ministérielle.

Beau geste qui fera que désormais le patron de la CNTS ne se-  
ra plus appelé "Monsieur le Ministre" mais devra se contenter de son  
poste de secrétaire général et de député PS en même temps ! C'est tout  
de même peu, pour donner du crédit à l'idée que la CNTS est désormais  
indépendante du pouvoir en place.

D'ailleurs la présence au congrès, des membres du gouvernement  
et des dignitaires du PS comme Habib Thiam, Jean Collin, Amadou Ly trai-  
tés comme des "camarades", ainsi que celle de Magatte Lo à la présiden-  
ce du congrès, illustre bien la "nouvelle orientation" et "l'anti-néo-  
colonialisme".

Voici ce qu'on peut lire dans la résolution finale du congrès :  
"Le congrès réaffirme son attachement à la politique de participation  
responsable à laquelle il convient cependant quelques aménagements la  
rendant plus crédible aux yeux des travailleurs".

Eh oui, ces gens-là voudraient être "crédibles aux yeux des  
travailleurs", tout en servant fidèlement le régime. Ce n'est pas tant  
qu'ils se préoccupent de l'intérêt, ou même seulement de l'opinion des  
travailleurs. Mais ils sont payés pour être les représentants stipen-  
diés des travailleurs. C'est par leur intermédiaire, c'est en leur as-  
surant certaines positions au sein de la société, que l'Etat  
espère canaliser, neutraliser sinon domestiquer la classe ouvrière.

Alors, évidemment, s'ils ne sont pas crédibles un peu, ils ne  
servent à rien. De crainte de licenciement pour cause d'incrédibilité  
manifeste, les dirigeants du CNTS font de temps à autre des efforts  
pour légitimer leur existence. Mais ils auront peut-être la tâche dure  
les dirigeants de la CNTS pour se montrer "crédibles aux yeux des tra-  
vailleurs", surtout en cette période où les mécontentements dans les  
milieux populaires notamment dans la classe ouvrière sénégalaise sem-  
blent se manifester de plus en plus. En témoignent les grèves des marins  
pêcheurs, des employés de la SOTRAC ou ceux d'AIR AFRIQUE qui se sont  
déroulées ces derniers temps-ci. Celle des marins pêcheurs a duré plu-  
sieurs semaines et a immobilisé les bateaux de pêche au port de Dakar.

Quoi d'étonnant alors que les dirigeants syndicaux, pour s'ac-  
crocher à leurs postes fassent semblant de défendre les travailleurs en  
lutte en jouant les négociateurs avec l'Etat ou avec les entreprises en  
question ! Mais leur crédibilité ne va pas bien loin, pas assez en  
tout cas pour freiner efficacement les luttes des travailleurs.

# TCHAD

MENACES D'UNE NOUVELLE FLAMBÉE

DE LA GUERRE CIVILE

Il n'y a pas longtemps, le ministre des affaires étrangères, Ahmat Açyl, a souhaité au nom du gouvernement tchadien la tenue d'"un sommet extraordinaire de l'OUA le plus rapidement possible pour mettre fin aux tergiversations".

Or, non seulement l'OUA ne voulait pas que sa force combatte aux côtés du GUNT (Gouvernement d'Union Nationale de Transition), mais elle avait déjà décidé l'organisation des élections générales au Tchad avant le 30 juin prochain et fixé la fin du mandat de la force interafricaine avant cette même date. (D'ailleurs le Nigéria commence déjà à rapatrier une partie de ses soldats qui forment un des contingents de cette force).

Le GUNT se trouve donc dans une impasse totale. Si l'OUA retirait sa force, une nouvelle flambée de la guerre civile serait difficilement évitable. Et c'est probablement parce que les dirigeants tchadiens n'écartent pas une telle éventualité qu'ils semblent s'y préparer déjà.

C'est ainsi, par exemple, qu'au cours d'une réunion avec les commerçants de N'Djaména le mois dernier, le ministre de l'Intérieur Mahamat Abba Seïd a demandé à ceux-ci de verser chacun une somme allant de 250 000 à 500 000 CFA pour contribuer "aux renforts de l'armée intégrée".

D'autre part les salaires des fonctionnaires -très irrégulièrement payés- sont réduits de moitié.

Ainsi la guerre criminelle dont sont victimes les populations tchadiennes doit en plus être financée par une partie de celles-ci ! Pourtant le GUNT a déjà bénéficié de multiples aides financières et surtout militaires apportées par divers pays dont notamment la France et la Libye.

Mais la plupart de ces aides sont systématiquement détournées par des gens corrompus qui ne pensent qu'à profiter de la guerre pour s'enrichir. Ces gens pourris jusqu'aux os sont à l'image-même de leur gouvernement qui est paralysé comme un malade condamné.

Aujourd'hui l'impuissance du GUNT est accentuée par la division entre ses membres. D'un côté Kamougué (vice-président) est pour la négociation avec les FAN (Forces Armées du Nord) de Habré puisque "tout le monde est fatigué de la guerre" dit-il. De l'autre, Goukouni réaffirme son refus de négocier avec Habré.

Cette division entre les dirigeants du GUNT doit avoir certainement une répercussion sur les forces gouvernementales.

Tout cela indique que dans le cas d'une nouvelle guerre civile, il faudra s'attendre à un changement éventuel des alliances entre les tendances.

# SINAÏ ÉVACUÉ

## le problème palestinien demeure

L'Etat israélien vient de restituer presque en totalité le Sinaï à l'Egypte après plus de 14 ans d'occupation suite à la "guerre des 6 jours", en 1967.

Mais si le gouvernement israélien a pris cette décision en vertu des accords de Camp David, le territoire de Cisjordanie, la Bande de Gaza et le Golan sont toujours occupés.

Le retrait des territoires pose un certain nombre de problèmes pour les populations. Yamit, par exemple, est une ville complètement en ruine dont va hériter l'Egypte. Israël, avant de se retirer, a rasé les installations fixes, démonté et emporté les habitations en préfabriqué, ...etc. Les colons israéliens qui y habitaient ont été évacués -avec ménagement- et indemnisés par l'Etat. Ce qui ne fut pas le cas lors de la fondation de Yamit en 1972. Les occupants palestiniens et arabes ont été systématiquement chassés, leurs terres confisquées, leurs maisons détruites. Ils ont été remplacés par des colons juifs.

A Rafah, situé dans le territoire de Gaza (Palestine), c'est un autre problème qui se pose à la population. Cette ville est maintenant divisée en deux : Rafah-Palestine, sous contrôle israélien, et Rafah-Sinaï, partie récupérée par l'Egypte. Pour se rendre au marché, aller au travail ou rendre visite à un parent, les autorités parlent de laissez-passer spécial ; ce qui n'existait pas auparavant.

Pour consacrer le partage de la ville, des soldats israéliens ont fermé la grande rue de Rafah le 25 avril. Les populations palestiniennes ont aussitôt manifesté leur mécontentement en lançant des pierres aux soldats. Ceux-ci ont fermé écoles, boutiques et décrété un couvre-feu.

En restituant le Sinaï l'Etat d'Israël voulait acheter la neutralité de l'Etat égyptien. Il y est pour l'instant parvenu. Cela amènera-t-il la paix au Moyen-Orient ? C'est une toute autre question.

Parce que l'instabilité au Moyen-Orient ne réside pas seulement entre les Etats arabes et israélien. Et puis il reste suffisamment d'Etats hostiles à Israël pour que la situation demeure tendue. Mais surtout, la restitution du Sinaï ne résoud nullement le problème palestinien, de ce peuple que l'Etat d'Israël prive de ses droits les plus élémentaires comme celui, entre autres, de disposer d'un pays propre. En choisissant de continuer d'opprimer tout un peuple, l'Etat d'Israël aura peut-être gagné d'autres territoires mais certainement pas la paix.

Parce que plus cette oppression se prolonge, plus le fossé de haine et de violence qui sépare déjà les deux peuples israélien et palestinien se creuse.

Alors entre la nation agressive d'Israël et celle défensive des palestiniens, y-a-t-il seulement une possibilité de solution stable pour l'avenir ? Eh bien, sur le terrain du nationalisme, malheureusement il y a peu de chances qu'il y en ait. Et le Moyen-Orient est à l'heure actuelle une des illustrations, et peut-être un des symboles les plus frappants du drame des opprimés, des exploités et des pauvres à notre époque.

S'appuyant sur les craintes et les colères des juifs qui ont souffert du génocide perpétré par Hitler, l'Etat d'Israël les a canalisé au service d'une politique sioniste, impérialiste pour son propre compte, mais aussi pour le compte de l'impérialisme américain.

Ainsi, les souffrances, les injustices d'une politique infâme contre le peuple juif sont utilisées aujourd'hui pour justifier une politique injuste, oppressive contre le peuple palestinien. Et de l'autre côté, les organisations nationalistes se servent de la colère des opprimés palestiniens contre leur oppresseur pour les canaliser au service de la constitution d'un nouvel Etat qui les protège des autres Etats arabes (même prétendument progressistes). C'est le cas de la Syrie ou de l'Irak.

Mais le nouvel Etat palestinien, s'il existe, ne sera qu'un Etat oppresseur contre son propre peuple.

Alors, c'est une situation pourrie qui alimente des nationalismes, qui fait naître des haines religieuses, ethniques, qui dresse souvent les uns contre les autres, des gens exploités, des gens opprimés.

Dans le cas du Moyen-Orient il est peut-être aujourd'hui difficile de se sortir de ce cercle vicieux du nationalisme aussi violemment composé. Mais ailleurs, en particulier pour ce qui concerne les prolétaires d'Afrique, on peut et il faut l'éviter.

Le prolétariat ne se libérera et n'aidera à se libérer des autres classes oppressives de la société que s'il sait unir ses forces par delà les frontières, par delà les races, les ethnies, les tribus, pour les diriger contre les véritables responsables de la situation actuelle, contre la minorité bourgeoise, impérialiste qui affame toute la planète pour assurer des fortunes colossales à quelques individus.

Alors il n'y a de solution locale, régionale que partielle et boiteuse. C'est l'impérialisme qu'il faut renverser par l'union des prolétaires de tous les pays.



## REVOLUTION PAR ETAPES

### AU SERVICE DE QUELLE CLASSE?

Depuis octobre 81 paraît la publication sénégalaise "Fagaru", organe de la Ligue Démocratique/Mouvement pour le Parti du Travail.

Dans son n°1, la LD/MPT présente son programme et un ensemble de propositions pour le Sénégal de demain.

Après avoir fait un rappel historique sur l'état économique et social du Sénégal, cette organisation affirme qu'elle milite pour un Etat démocratique. Elle se réclame des travailleurs et des paysans pauvres et milite contre l'exploitation des pauvres par les riches, contre la domination de l'impérialisme sur le peuple sénégalais. Et pour cela elle est partisane de la création d'un parti révolutionnaire. Fort bien.

Cette organisation dit en particulier que "la société sénégalaise est grosse de deux révolutions, une révolution démocratique nationale et une révolution socialiste". Et un peu plus loin on peut lire : "Pour l'essentiel, les caractéristiques qui découlent de l'histoire du Sénégal révèlent un rapport de force politique défavorable et un état faible de développement économique et social qui ne mettent pas immédiatement à l'ordre du jour de la lutte du prolétariat la révolution socialiste".

D'après la LD/MPT ces caractéristiques spécifiques sont : la domination de l'impérialisme, le parasitisme de la bourgeoisie, l'écrasante majorité de la population paysanne et la faiblesse numérique du prolétariat. Et tout cela pour dire que nous devons préparer la première étape de la révolution (celle démocratique nationale) et que le prolétariat doit s'allier avec la bourgeoisie nationale. Cette fraction de la bourgeoisie, qui est écrasée par l'impérialisme est donc objectivement "un allié du prolétariat, certes temporaire et peu sûr, mais un allié tout de même...".

Mais s'allier avec qui donc ? Avec ces bourgeois sénégalais qui ne grappillent quelques petits profits dans l'ombre des profits gigantesques des grandes sociétés impérialistes qu'en exploitant les ouvriers sénégalais ? S'allier avec ces commerçants, les intermédiaires minables qui ne survivent de l'emprise impérialiste qu'en volant encore et toujours les paysans pauvres du Sénégal !

Ces bourgeois-là sont la base sociale du régime actuel. Ils sont pleutres, lâches devant les grands possédants en général, les européens qu'ils jaloussent peut-être mais qu'ils singent d'autant plus qu'ils les jaloussent.

Oui, c'est sûr. Même ces gens-là sont à leur façon écrasés par l'impérialisme. Mais ce n'est pas pour autant qu'ils choisissent le camp des opprimés. Et s'il y en a qui choisissent, tant mieux. Encore faut-il que ce soit eux qui choisissent le camp des opprimés.

Autant dire que la bourgeoisie sénégalaise ne se battrait pas contre l'impérialisme. Mais par contre elle consentira peut-être que le petit peuple des villes, les ouvriers, les chômeurs, ou le petit peuple des campagnes se battent contre l'impérialisme. Elle acceptera pour en tirer profit pour elle-même.

Les gens de Fagaru, s'ils servent à quelque chose -c'est plus probable qu'ils ne servent à rien- ce sera d'être les intermédiaires pour cette situation-là.



Eh bien non ! Si les ouvriers et les paysans pauvres sont assez forts pour renverser le régime en place, ils seront assez forts et nombreux pour exercer le pouvoir. Mais pour cela il faut absolument qu'ils s'organisent en tant qu'ouvriers sur la base de leur propre politique, avec leur perspective propre. Et cette perspective c'est la prise et l'exercice démocratique du pouvoir par la classe ouvrière et les paysans pauvres eux-mêmes.

Alors, qu'on n'oblige pas les exploités à choisir le camp des bourgeois parce que ces gens-là n'acceptent pas l'alliance avec les pauvres.

A supposer-même que ces bourgeois acceptent, cela veut dire que les exploités abandonnent les intérêts qui leur sont propres pour servir les désirs de ces messieurs ; désir de conquérir un peu plus de place par rapport à la grande bourgeoisie impérialiste.

Enfin ce qui tient lieu de bourgeoisie locale au Sénégal, c'est-à-dire les intermédiaires, les commerçants, les grands marabouts, voire les dignitaires de l'appareil d'Etat, n'expriment pas eux-mêmes cette alliance avec les opprimés. Ils sont trop occupés à faire des affaires. Ce sont les intellectuels du genre de ceux de Fagaru qui l'expriment pour eux.

Alors les gens de Fagaru qui prétendent être des révolutionnaires, ils le sont pour le compte de la bourgeoisie, pas pour le compte du prolétariat. Le reste du programme du LD/MPT est un mélange de rêves utopiques et d'idées anti-ouvrières.

Par exemple, d'après la LD/MPT, l'Etat qui doit sortir de la 1<sup>ère</sup> révolution qu'elle préconise aura comme objectif le développement économique et social. Dans le Fagaru on voit exposés tous les aspects de la vie économique et sociale. La LD/MPT ne lésine pas sur les moyens. Que ce soit dans l'agriculture, l'élevage, la pêche il faut rechercher les méthodes modernes appropriées pour améliorer et accroître la production. Et l'accumulation dans l'agriculture fournirait les bases d'une économie industrielle moderne. Soit ! Avec quels capitaux compte-t-elle instaurer une économie prospère ? Et où en trouvera-t-elle les moyens ? On aura beau nationaliser les biens des puissances étrangères, créer une monnaie nationale indépendante, tant que l'impérialisme règne sur l'économie mondiale, l'économie du Sénégal dépendra de lui.

Dans ces conditions, la prospérité dans un pays sous-développé, dans le cadre d'une économie mondiale dominée par l'impérialisme, ce n'est même pas de l'utopie c'est de la stupidité. Prospérité, il n'y en aura pas. Restera par contre l'exploitation forcée des paysans et des ouvriers, au nom de cette prospérité future.

Eh oui, tout cela n'est pas enthousiasmant. Parce que l'heure n'est plus à la bourgeoisie. Et les notres, les bourgeois sénégalaise, ivoirienne, etc... , ne sont certainement pas plus reluisantes que celles des pays impérialistes. Elles sont seulement un peu plus minables.

Alors il n'y a vraiment pas de raison de se battre simplement pour assurer à notre bourgeoisie locale un peu plus de place au soleil. Le temps de la bourgeoisie est terminé. C'est le temps de la révolution prolétarienne maintenant.

Il y a au moins un point sur lequel Fagaru a raison, c'est que la société sénégalaise est grosse d'une révolution. Mais lui il propose au prolétariat africain de faire la révolution du 19<sup>e</sup> siècle, alors qu'il peut être l'élément déclenchant de la révolution du 20<sup>e</sup> siècle.

# le STALINISME : UN MODÈLE

## POUR L'AFRIQUE ?

Depuis quelques temps dans l'immigration africaine on voit apparaître un courant politique qui se réclame du bolchévisme et du marxisme léninisme, mais qui se revendique surtout de Staline et qui présente comme modèle de la société à construire en Afrique, le modèle de l'URSS sous Staline. Ce courant publie les revues suivantes :

- "Sur la voie du Bolchévisme" (Mali)
- "La Voie Ouvrière" (Côte d'Ivoire)
- "Union de Lutte Communiste" (Haute Volta)
- "Vive le Marxisme Léninisme" (Sénégal).

Même si ici dans l'immigration ces gens-là s'adressent bien entendu essentiellement au milieu intellectuel -encore qu'ils font du travail également parmi les travailleurs originaires du Mali- ils prétendent s'adresser spécialement à la classe ouvrière. Leur publication porte d'ailleurs en exergue "Proletaires de tous les pays ..." complété tout de même par le rajout à la mode depuis Mao : "...et peuples opprimés unissez-vous". Mais quelles perspectives proposent-ils donc au prolétariat d'Afrique ?

Nous aurons peut-être l'occasion de revenir ultérieurement sur tel ou tel aspect de leur programme. Mais disons que globalement ils annoncent clairement la couleur. La société et le régime qui leur servent de modèles c'est ceux de Staline, puisque pour eux l'URSS était socialiste du vivant de Staline. Et elle serait devenue brutalement et mystérieusement capitaliste à la mort de Staline et à l'avènement de Khrouchtchev.

Bien fragile -constatons-le en passant- ce socialisme dont l'existence est liée à un seul homme et qui, à la disparition de celui-ci, disparaît sans laisser de trace et sans que personne se lève pour le défendre et en tout cas pas les ouvriers soviétiques. S'il y a eu des soulèvements ouvriers au lendemain de la disparition de Staline sinon en URSS, du moins dans son empire de l'Europe de l'Est, c'était le soulèvement des ouvriers de Berlin-Est pour réclamer qu'on se débarrasse au plus vite du régime stalinien.

Socialiste le régime de Staline ? Le seul rapport qu'il avait avec le socialisme c'est qu'il était issu d'une révolution prolétarienne ; mais ce rapport est celui du bourreau à la victime. Staline était à la révolution russe ce que Bonaparte était à la révolution Française. Le régime stalinien parlait d'autant plus de socialisme qu'il l'enterrait -au sens figuré comme au sens propre-.

La Russie de Staline c'était une dictature féroce sur l'ensemble de la société russe et plus particulièrement la classe ouvrière ; dictature sociale d'une bureaucratie monopolisant des privilèges (les voitures officielles et un mode de vie singeant celui des bourgeois des pays capitalistes). C'était aussi une dictature policière, sans droits pour personne et surtout pas pour les travailleurs. C'était le pays des Goulags. C'était le pays où on a massacré plusieurs millions de personnes, où on a déporté des peuples entiers, simplement parce qu'ils n'avaient pas l'heur de plaire au dictateur.

Il y a eu peu de pays au monde où la classe ouvrière est aussi peu privée de droits par des gens qui se réclament d'elle de surcroît. Et peu d'hommes ont incarné dans le passé une politique de répression aussi systématique vis-à-vis de la classe ouvrière, ses organisations, ses intérêts politiques

que Staline et, plus généralement, le mouvement stalinien. Le stalinisme ce n'est pas seulement la répression réelle, physique, du mouvement ouvrier en URSS même, c'est aussi l'abandon d'abord puis la trahison systématique de la révolution prolétarienne partout.

Alors, contrairement à d'autres courants, ceux de "sur la voie du bolchevisme" ont au moins l'avantage de se référer clairement à quelque chose. On ne peut pas se tromper sur la marchandise.

C'est aux travailleurs de savoir s'ils sont prêts à se battre pour le goulag, les camps de concentration, pour l'absence de libertés ... etc, c'est-à-dire en somme pour des choses que malheureusement les régimes en place appliquent déjà - à plus petite échelle il est vrai.

En tout cas, pour ce qui nous concerne, nous pensons que les travailleurs d'Afrique ont bien d'autres perspectives pour lesquelles combattre; des perspectives autrement plus riches et plus enthousiasmantes pour l'avenir.

Parce qu'il existe un autre choix pour le prolétariat et pour l'ensemble de l'humanité que celui entre un monde domé par l'impérialisme des Reagan-Mitterrand et compagnie et le régime bureaucratique russe, même du temps de Staline.

Le prolétariat d'Afrique ne se libérera qu'en s'organisant pour mettre bas les régimes d'exploitation actuels; mais mettre bas ces régimes d'exploitation implique mettre bas l'impérialisme lui-même, parce que c'est dans les régimes impérialistes que réside le cœur - on pourrait dire "le ventre" - de la société actuelle.

En renversant l'impérialisme, les travailleurs pourront partir eux-mêmes, et faire partir l'humanité dans une tout autre direction que le remplacement d'un système d'exploitation féroce par un système d'oppression qui ne l'est pas moins.

Ce n'est pas le régime bureaucratique en vigueur en URSS ou dans les pays de l'Est qui est véritablement l'alternative à l'impérialisme. La Russie de Staline ce n'est qu'un avatar, un accident de l'histoire. C'est le résultat de la dégénérescence d'une révolution prolétarienne, celle de 1917, qui ouvrait effectivement une perspective devant l'humanité mais qui malheureusement, restée seule, n'a pas pu aller jusqu'au bout de ses perspectives.

Alors, laissons aux gens de "sur la voie du bolchevisme" présenter cet accident comme l'espoir de demain.

=====

# CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.